

**TITEL 7. — Verplichte observatiestage**

**Art. 58.** Voor de opleidingen bepaald door het Instituut en overeenkomstig de modaliteiten die het vaststelt, kan de persoon die zich wenst in te schrijven voor een opleiding of de leerling die is ingeschreven voor een opleiding die voorziet in een verplichte observatieperiode, deze observatieperiode volgen in een onderneming voor een duur bepaald in het opleidingsprogramma of het referentiekader voor opleidingen, voorafgaand aan de inschrijving voor de opleiding of het afleggen van de beoordelingen en examens tijdens of op het einde van de opleiding.

Voor aanvang van de stage wordt een overeenkomst conform de door het instituut opgestelde standaardovereenkomst ondertekend.

Deze stage is onbetaald.

De stagiair wordt gedekt door een verzekeringspolis die is afgesloten door het Instituut, op voorwaarde dat het Instituut vooraf toestemming heeft gegeven voor deze stage.

**TITEL 8. — Beroep**

**Art. 59.** De partijen kunnen binnen een termijn van tien werkdagen bij aangetekend schrijven beroep aantekenen bij de administrateur-generaal van het Instituut tegen elke beslissing genomen in toepassing van dit besluit.

**TITEL 9. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen**

**Art. 60.** Het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

**Art. 61.** Het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

**Art. 62.** Het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende het plan voor afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

**Art. 63.** Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de stageovereenkomsten die gesloten zijn vóór de inwerking-treding van dit besluit van kracht tot hun einddatum, overeenkomstig de bepalingen van het decreet van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

**Art. 64.** De onderneming die het voorwerp uitmaakt van een erkenning op basis van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 tot bepaling van de voorwaarden waaronder bedrijven erkend worden voor de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt geacht erkend te zijn in de zin van dit besluit.

**Art. 65.** Bij wijze van overgangsmaatregel blijft het opleidingsplan verbonden aan een stageovereenkomst gesloten voor de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing.

**Art. 66.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 2023.

**Art. 67.** De Minister van het IFAPME is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juni 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C – 2023/44995]

**29 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 14 et 29, modifiés en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 février 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2023 ;

Vu le rapport du 23 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2° du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 23 mars 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 12 avril 2023 ;

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 12 avril 2023 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie et du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, les mots «, de ses rapports de suivi des travaux » sont abrogés.

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les 4° et 5° sont remplacés par ce qui suit :

« 4° le demandeur : toute personne physique, agissant en son nom personnel ou en sa qualité de représentant d'une copropriété indivise, âgée de dix-huit ans au moins ou mineur émancipé, inscrite au registre de la population ou inscrite au registre des étrangers, ou toute association de copropriétaires, et qui est maître d'ouvrage des investissements visés au présent arrêté ;

5° l'enfant à charge : conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 32°, du Code, l'enfant pour lequel, à la date d'introduction de la demande de prime, des allocations familiales ou d'orphelin sont attribuées à un membre du ménage du demandeur ou de ses mandants. Est également considéré comme enfant à charge l'enfant qui est hébergé à tout le moins à titre égalitaire par le demandeur ou ses mandants ou un membre de son ou leur ménage ; » ;

2° au 6°, les mots « ou du rapport de suivi de travaux » sont abrogés ;

3° le 9° est abrogé ;

4° entre le 10° et le 11° sont insérés les 10°/1 à 10°/3 rédigés comme suit :

« 10/1° la prime audit : la prime octroyée pour la réalisation d'un audit, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement ;

10/2° la prime travaux : la prime octroyée pour la réalisation d'un ou plusieurs investissements visés aux 3° à 22° de l'annexe au présent arrêté ;

10/3° les travaux liés : les travaux de rénovation et d'amélioration de la performance énergétique réalisés sur une même paroi, tels que recommandés par le rapport d'audit ; » ;

5° le 12° est abrogé ;

6° au 14°, les modifications suivantes sont apportées :

1/ les mots « la date du plus récent enregistrement du rapport d'audit ou du rapport de suivi de travaux par l'auditeur » sont remplacés par « la date d'introduction de la demande de prime » ;

2/ les mots « ou son équivalent étranger » sont remplacés par « du demandeur et de ses mandants et sur tout certificat assimilé » ;

7° l'article est complété par un 15° et un 16° rédigés comme suit :

« 15° le Code : le Code wallon de l'Habitation durable ;

16° le renopack : le produit composé d'un crédit à taux zéro et d'une prime travaux, destiné à financer les travaux de rénovation, en matière soit d'économies d'énergie, de salubrité ou de sécurité, ouvrant le droit à une prime favorisant la rénovation des logements conformément au présent arrêté ou des travaux d'adaptation du logement en vertu du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé. ».

**Art. 3.** Dans l'intitulé du chapitre II du même arrêté, les mots «, de suivi des travaux » sont abrogés.

**Art. 4.** Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « personne physique » sont insérés entre le mot « demandeur, » et les mots « âgé de dix-huit ans » ;

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « d'enregistrement du premier rapport de suivi de travaux » sont remplacés par « d'accusé de réception de la première demande de prime travaux, » ;

3° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, b), les mots « d'une association de promotion du logement » sont insérés entre les mots « de service public » et les mots « ou de tout autre » ;

4° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

1/ les mots « pour un rapport d' » sont abrogés ;

2/ les mots « et aux associations de copropriétaires » complètent le § 2.

**Art. 5.** À l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit : « § 1<sup>er</sup>. Aux conditions prévues par le présent arrêté et dans la limite des crédits disponibles, il peut être octroyé des primes pour la réalisation d'un rapport d'audit et des investissements visés à l'annexe lorsqu'ils ont fait l'objet d'une recommandation dans le rapport d'audit. La prime est octroyée au maximum pour la quantité préconisée dans le rapport d'audit. » ;

2° dans le paragraphe 2, les mots «, excepté les communes situées en communauté germanophone, » sont insérés entre les mots « se situe en Région wallonne » et les mots « et est destiné principalement à du logement. » ;

3° dans le paragraphe 2, les mots « à du logement » sont remplacés par les mots « au logement » ;

4° le paragraphe 2 est complété par la phrase suivante : « Le délai de quinze ans débute à la date d'octroi d'un permis d'urbanisme lorsque celui-ci était exigé pour sa création. ».

**Art. 6.** À l'article 5 du même arrêté, les mots « les rapports et investissements » sont remplacés par les mots « le rapport et les investissements ».

**Art. 7.** À l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « d'un rapport de suivi de travaux destinés à vérifier l'exécution des investissements obligatoires et le respect de la hiérarchie établie dans le rapport d'audit. » sont remplacés par les mots « de ce rapport. » ;

2° le paragraphe 1<sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'expertise réalisée dans le cadre de l'octroi d'un rénopack visant les investissements cités au 10° de l'annexe peut valoir rapport d'audit. » ;

3° il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :

« § 1/1. Si le rapport d'audit recommande des travaux liés, la demande de prime est introduite quand l'ensemble de ces investissements a été réalisé.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, si l'isolation de la paroi n'est pas réalisable, la demande de prime peut être introduite quand le travail de rénovation est réalisé. » ;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 2, les mots « rapport de suivi de travaux correspondants sont enregistrés » sont remplacés par les mots « demandes de primes sont introduites » ;

5° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Les Ministres fixent :

a) les exigences minimales de sécurité, d'étanchéité et de stabilités auxquelles doit satisfaire le logement objet de la prime ;

b) les conditions techniques que doivent respecter les investissements éligibles ;

c) la liste des travaux liés visés au § 1/1 ; ».

**Art. 8.** Dans l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « calculés en fonction des kwh économisés » sont abrogés ;

2° dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « et des personnes avec lesquelles il vit habituellement, unies ou non par des liens de parenté » sont remplacés par les mots «, de ses mandants, » et les mots « et de ses mandants » sont insérés entre les mots « au second degré du demandeur » et des mots « sur la base de la composition de ménage » ;

3° dans le paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots «, au sens du présent arrêté » sont abrogés ;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots «, de ses mandants, » sont insérés entre les mots « du demandeur » et les mots « reconnue comme personne » ;

b) le 1° est complété par les mots « conformément à l'article 1<sup>er</sup>, 32°, du Code ;

c) au 2°, les mots «, de ses mandants » sont insérés entre les mots « du demandeur » et les mots « et disposant d'un lien de parenté » ;

d) le 2° est complété par les mots « ou de ses mandants » ;

e) au 3°, les mots «, ses mandants » sont insérés entre les mots « le demandeur » et les mots « ou un membre » et le mot « son » est remplacé par le mot « leur » ;

f) le 4°, les mots « du plus récent enregistrement de rapport par l'auditeur » sont remplacés par les mots « d'introduction de la demande » ;

g) le 5° est abrogé ;

5° le paragraphe 3 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Une somme de 5.000 euros est déduite par parent du demandeur ou de ses mandants si le parent répond aux conditions suivantes :

a) être parent jusqu'au troisième degré ou être marié, avoir été marié, vivre habituellement ou avoir vécu avec ce parent ;

b) être domicilié ou en cours de domiciliation dans le logement du demandeur, ou la personne avec qui ce parent est marié, a été marié, vit habituellement ou a vécu ;

c) être âgé d'au moins 60 ans. » ;

6° au paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « Les montants de base de chaque prime, déterminés conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> à 3, sont multipliés par le coefficient suivant : » sont remplacés par les mots « Les montants de base de chaque prime sont multipliés par le coefficient suivant : » ;

7° le paragraphe 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les associations de copropriétaires et le ou les demandeurs personnes physiques qui ne produisent pas les documents permettant d'établir leurs revenus tels que définis au paragraphe 2 bénéficient de la prime de base, soit la catégorie R 5 prévue au paragraphe 4, 5°. » ;

8° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le montant des primes octroyées en vertu du présent arrêté ne peut pas excéder nonante pourcents T.V.A.C. du montant de la ou des facture(s) relative(s) à chaque investissement éligible.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant total des primes octroyées pour la réalisation de travaux liés, et introduits simultanément en une seule demande ne peut pas excéder nonante pourcents T.V.A.C de la somme des montants des factures relatives à ces travaux.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en cas de situation exceptionnelle ou de sinistre, des rapports d'audit peuvent être réalisés par des auditeurs désignés par l'administration dans le cadre d'un marché public et ceux-ci sont subventionnés à cent pourcents. ».

**Art. 9.** Le titre de la section 4 est complété par les mots suivants : « et pour une demande de prime travaux ».

**Art. 10.** Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est abrogé ;

2° entre les paragraphes 1<sup>er</sup> et 3, il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit :

« § 2/1. Le demandeur introduit auprès de l'Administration une demande complète de prime audit dans les huit mois de l'enregistrement du rapport d'audit visé au § 1<sup>er</sup>. » ;

3° le même article est complété par les paragraphes 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 3. Pour être considérée comme complète, la demande de primes visée au paragraphe 2 est constituée :

1° du formulaire disponible auprès de l'Administration ;

2° d'une copie de la facture établie au nom du demandeur ;

3° de l'autorisation du demandeur concernant la collecte directe auprès de sources authentiques d'autres administrations ou organismes des données nécessaires à l'examen de sa demande ;

4° pour les associations de copropriétaires, la décision de l'assemblée générale relative à la réalisation de l'audit.

§ 4. Pour être considérée comme complète et bénéficier du coefficient multiplicateur prévu à l'article 7, § 4, la demande prévue au paragraphe 2 contient complémentaiement aux éléments visés au paragraphe 3 :

1° un extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur ou de ses mandants à la date d'introduction de la demande de prime audit ;

2° pour chaque personne du ménage, à l'exclusion des ascendants et descendants et des collatéraux au second degré du demandeur, qui fait une déclaration à l'impôt des personnes physiques, une copie de l'avertissement-extrait de rôle relatif aux revenus de l'avant-dernière année complète précédant la date d'introduction de la demande de prime audit ou à défaut tout autre document probant permettant de déterminer les revenus ;

3° une attestation ou les attestations relatives aux allocations familiales perçues par le ménage, dûment complétées, en ce compris par les mentions nécessaires au bénéfice de l'application de l'article 7, § 3, par la Caisse d'allocation familiales, par la Caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, ou par tout autre organisme compétent ;

4° une attestation du Service public fédéral Sécurité sociale datée de moins de deux mois établissant la qualité de personne en situation de handicap conformément à l'article 7, § 3, alinéa 2, 1° à 3°, et précisant le taux de handicap reconnu ;

5° le jugement ou la convention établissant l'hébergement égalitaire de l'enfant visé à l'article 1<sup>er</sup>, 5° ;

6° une attestation médicale établissant la conception de l'enfant visé à l'article 7, § 3, alinéa 2, 4°, depuis au moins nonante jours à la date d'introduction de la demande de prime audit.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les demandeurs bénéficiant de traitements, salaires, allocations ou émoluments exempts d'impôts nationaux devront produire une attestation du débiteur des revenus mentionnant la totalité de ces traitements, salaires, allocations ou émoluments perçus, pour permettre la détermination de la base taxable, telle qu'elle se serait présentée si les revenus concernés avaient été soumis à l'impôt sous le régime du droit commun. ».

**Art. 11.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Après la réalisation d'un ou de plusieurs investissements, le demandeur introduit auprès de l'Administration une demande complète de primes travaux dans les huit ans de l'enregistrement du rapport d'audit visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande de prime visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est constituée :

1° du formulaire disponible auprès de l'Administration et de ses annexes dûment complétés ;

2° le cas échéant, une annexe technique mise à disposition par l'Administration complétée, datée et signée par l'entrepreneur ayant réalisé les travaux ;

3° de photos démontrant l'effectivité des travaux ;

4° des documents techniques visés au chapitre II de l'arrêté du 27 mai 2019 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement en fonction des travaux réalisés ;

5° d'une copie des factures relatives aux investissements réalisés, établies au nom du demandeur ;

6° du devis relatif aux investissements réalisés ;

7° de l'autorisation du demandeur concernant la collecte directe auprès de sources authentiques d'autres Administrations ou organismes des données nécessaires à l'examen de sa demande ;

8° d'une déclaration sur l'honneur attestant que :

a) il respecte et s'engage à respecter les conditions et prescriptions prévues par le présent arrêté ;

b) les investissements faisant l'objet de la demande de prime sont réalisés dans le respect des règles en matière d'urbanisme ;

9° pour les associations de copropriétaires, la décision de l'assemblée générale relative à la réalisation de travaux.

L'annexe technique visée au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, contient au minimum les informations suivantes :

1° les coordonnées de l'entrepreneur ayant réalisé les travaux ;

2° la localisation de l'immeuble dans lequel les travaux sont effectués ;

3° le numéro et la date des factures relatives aux travaux ;

4° pour les investissements visés au 10°, le numéro du certificat Qualiwall attestant que l'installateur, ayant réalisé les investissements, objet de la demande, est certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, 5° et 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique.

§ 3. Pour être considérée comme complète et bénéficier du coefficient multiplicateur prévu à l'article 7, § 4, la demande prévue au paragraphe 1<sup>er</sup> contient complémentaiement aux éléments visés au paragraphe 2 :

1° un extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur ou de ses mandant à la date de demande de la prime travaux ;

2° pour chaque personne du ménage, à l'exclusion des ascendants et descendants et des collatéraux au second degré du demandeur, qui fait une déclaration à l'impôt des personnes physiques, une copie de l'avertissement-extrait de rôle relatif aux revenus de l'avant-dernière année complète précédant la date de demande de la prime travaux ou, à défaut, tout autre document probant permettant de déterminer les revenus ;

3° une attestation ou les attestations relatives aux allocations familiales perçues par le ménage, dûment complétées, en ce compris par les mentions nécessaires au bénéfice de l'application de l'article 7, § 3, par la Caisse d'allocation familiales, par la Caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, ou par tout autre organisme compétent ;

4° une attestation du Service public fédéral Sécurité sociale datée de moins de deux mois établissant la qualité de personne en situation de handicap conformément à l'article 7, § 3, alinéa 2, 1° à 3°, et précisant le taux de handicap reconnu ;

5° le jugement ou la convention établissant l'hébergement égalitaire de l'enfant visé à l'article 1<sup>er</sup>, 5° ;

6° une attestation médicale établissant la conception de l'enfant visé à l'article 7, § 3, alinéa 2, 4°, depuis au moins nonante jours à la date de la demande de prime travaux.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les demandeurs bénéficiant de traitements, salaires, allocations ou émoluments exempts d'impôts nationaux produisent une attestation du débiteur des revenus qui mentionne la totalité de ces traitements, salaires, allocations ou émoluments perçus, pour permettre la détermination de la base taxable, telle qu'elle se présente si les revenus concernés sont soumis à l'impôt sous le régime du droit commun. ».

**Art. 12.** Dans l'article 10 du même arrêté, les paragraphes 1 à 4 sont abrogés.

**Art. 13.** À l'article 11 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « de la demande de primes prévue à l'article 9 et de la demande de liquidation prévue à l'article 10, § 4, dans les quinze jours de la date de l'enregistrement du rapport de suivi. » sont remplacés par les mots « des demandes de primes prévues aux articles 8 et 9. » ;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Lorsque la demande est incomplète ou nécessite des pièces justificatives jugées indispensables à la compréhension ou à la vérification des éléments contenus dans le dossier, l'administration réclame au demandeur, par voie électronique ou postale, tous documents nécessaires pour compléter sa demande.

Le demandeur dispose, pour notifier l'ensemble des informations requises, d'un délai de soixante jours prenant cours le lendemain de la réception de la lettre de demande d'information.

Le défaut de notification de l'ensemble des informations demandées dans le délai prescrit à l'alinéa 2 entraîne le rejet de la demande. » ;

3° le paragraphe 4 est abrogé.

**Art. 14.** À l'article 11/6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « l'article 10, § 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « l'article 9, § 2 » ;

2° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « l'article 10, § 2 » sont remplacés par les mots « l'article 9, § 3 » ;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, les mots « l'article 7, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° » sont remplacés par les mots « l'article 7, § 2 ».

**Art. 15.** À l'article 11/7 du même arrêté, le paragraphe 1<sup>er</sup> est abrogé

**Art. 16.** Le chapitre IV est complété par un article 13/1 rédigé comme suit :

« Art. 13/1. L'administration réclame au bénéficiaire de la prime, tout document nécessaire au contrôle de son utilisation.

Le bénéficiaire de la prime est tenu de remettre à l'Administration les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> dans un délai de soixante jours prenant cours le lendemain de l'envoi de la lettre de demande de document.

Le bénéficiaire autorise, à la demande de l'Administration, les agents désignés par le Ministre du Logement et le Ministre de l'Energie ou un de leurs délégués à constater sur place la réalisation des travaux couverts par une prime et la conformité de ces travaux avec les exigences définies par ou en vertu du présent arrêté et avec les règles de l'art. Toute visite sur place est précédée d'un avis transmis au moins quinze jours avant la date prévue. Le bénéficiaire peut solliciter un report de la visite de soixante jours maximum.

Lorsque le bénéficiaire refuse d'accéder aux demandes de l'Administration, il est tenu de rembourser la partie non justifiée de la prime, conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes.

Lorsque tous les travaux facturés n'ont pas été réalisés ou que le travail presté n'est pas conforme à la demande, l'Administration peut accorder un délai d'exécution des travaux d'une durée maximale de douze mois.

En cas de non-respect des dispositions prévues dans le présent arrêté, l'Administration peut demander le remboursement complet de la prime perçue par le demandeur. ».

**Art. 17.** À l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « des rapports de suivi des travaux, » sont abrogés ;

2° les mots « conformité de la demande » sont remplacés par les mots « conformité des demandes ».

**Art. 18.** Dans l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, mots «, un rapport de suivi des travaux » sont supprimés ;

2° l'article est complété par un 2<sup>ème</sup> alinéa rédigé comme suit : « Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 9, § 2, alinéa 2, 4°, s'applique aux demandes introduites à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026. ».

**Art. 19.** Dans l'annexe du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 2° est abrogé ;

2° au 3°, b), les mots "de la charpente" sont remplacés par les mots "de la ou des charpentes du logement ou des logements" ;

3° au 3°, c), les mots "d'un dispositif de collecte et d'évacuation des eaux pluviales" sont remplacés par "du ou des dispositifs de collecte et d'évacuation des eaux pluviales du logement ou des logements" ;

4° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° a) la mise en conformité de l'installation électrique aux réglementations en vigueur ;

b) la mise en conformité de l'installation gaz aux réglementations en vigueur ; » ;

5° au 6° les mots « avec un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel » sont remplacés par les mots « avec l'ambiance extérieure, un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel ou un sol » ;

6° au 7° les mots « ou un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel » sont remplacés par les mots « un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel ou un sol » ;

7° au 8° les mots « avec l'ambiance extérieure ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel » sont remplacés par les mots « un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel ou un sol » ;

8° le 9° est remplacé par ce qui suit « 9° le remplacement des menuiseries ou des vitrages en contact avec l'ambiance extérieure ou avec un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel ; » ;

9° au 11° les a) et b) sont remplacés par ce qui suit :

« a) système centralisé de ventilation mécanique simple flux qui assure la ventilation de l'ensemble des espaces du logement ;

b) système centralisé de ventilation mécanique double flux qui assure la ventilation de l'ensemble des espaces du logement ;

c) système de ventilation mécanique simple flux qui assure la ventilation d'une partie des espaces du logement ;

d) système de ventilation mécanique double flux qui assure la ventilation d'une partie des espaces du logement. » ;

10° les 13° et 14° sont remplacés par ce qui suit :

« 13° l'isolation des conduites, des gaines ou des vannes de chauffage et de ses accessoires situés dans un espace non chauffé qui est à l'abri du gel ou un espace non chauffé qui n'est pas à l'abri du gel ; » ;

14° l'isolation d'un ballon de stockage de chauffage ; » ;

11° l'annexe est complétée par les 15° à 22° rédigés comme suit :

« 15° l'installation de circulateurs à vitesse variable ;

16° le remplacement d'un ballon de stockage d'un système de chauffage ;

17° le placement d'un minimum de cinq vannes thermostatiques sur des émetteurs de chaleur ;

18° le placement d'un thermostat d'ambiance assurant la mise à l'arrêt du producteur ou des circulateurs en dehors des périodes de demande de chaleur ;

19° le remplacement du réservoir de stockage pour l'eau chaude sanitaire ;

20° l'isolation des conduites d'une boucle de circulation d'eau chaude sanitaire et de ses accessoires ;

21° l'isolation d'un échangeur à plaques externe ;

22° l'isolation d'un ballon de stockage pour l'eau chaude sanitaire. ».

**Art. 20.** Le présent arrêté s'applique :

1° à la demande de prime audit dont la facture est postérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

2° à la demande de primes travaux dont la facture finale du dernier travail est postérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté et dont les autres travaux compris dans cette demande sont datés, sur base de leur facture finale, au maximum de deux ans avant la demande de prime travaux ;

3° à la demande de rénopack introduite, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, à la Société wallonne du Crédit social en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 approuvant le règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et les Guichets du Crédit social ;

4° à la demande de rénopack introduite, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits en Fonds B2 par le Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, le présent arrêté ne s'applique pas au demandeur qui sollicite l'application des mesures antérieures à l'entrée en vigueur du présent arrêté pour autant que :

1° l'enregistrement de son rapport de suivi date de maximum trois ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté, et qu'il dispose d'un rapport d'audit prévu à l'article 15, §§ 2 et 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement dont l'enregistrement date de maximum trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté ;

2° il n'ait pas bénéficié d'une prime selon les dispositions du présent arrêté pour un investissement recommandé dans son audit logement.

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2023.

L'article 7, 2°, cesse d'être applicable :

1° pour les demandes de rénopack introduites à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, à la Société wallonne du Crédit social en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 approuvant le règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et les Guichets du Crédit social ;

2° pour les demandes de rénopack introduites à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026 au Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits en Fonds B2 par le Fonds du logement des Familles nombreuses de Wallonie.

Les articles 1<sup>er</sup>, 2, 2°, 5°, 6°/1, 3, 5, 1°, 6, 7, 1° et 4°, 8, 4°, f), 10, 1°, 12, 13, 17, 1°, 18 et 19, 1°, cessent d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2026.

**Art. 22.** Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions et le Ministre qui a le logement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,  
P. HENRY

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/44995]

#### 29. JUNI 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen, Artikel 14 und 29, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung;

Aufgrund der am 7. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. März 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 23. Februar 2023, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 23. März 2023 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Gutachten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt worden ist;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraf 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung der am 12. April 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

Aufgrund der am 12. April 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Wohnungswesen";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie und des Ministers für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Besluit :

**Artikel 1** - In der Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung wird die Wortfolge „, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten“ aufgehoben.

**Art. 2** - In Artikel 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Ziffern 4 und 5 werden durch Folgendes ersetzt:

„4° der Antragsteller: jede natürliche Person, die in ihrem eigenen Namen oder in ihrer Eigenschaft als Vertreter eines ungeteilten gemeinsamen Eigentums handelt, mindestens achtzehn Jahre alt ist oder für mündig erklärt wurde, im Bevölkerungsregister oder im Fremdenregister eingetragen ist, oder eine Miteigentümervereinigung, und die Bauherr der im vorliegenden Erlass genannten Investition ist;

5° unterhaltsberechtigtes Kind: gemäß Artikel 1 Ziffer 32 des Gesetzbuches, das Kind, für das zum Zeitpunkt der Einreichung des Prämienantrags einem Mitglied des Haushalts des Antragstellers oder seiner Auftraggeber Kinderzulagen oder Waisengeld zuerkannt wird. Als unterhaltsberechtigtes Kind gilt auch ein Kind, das zumindest gleichberechtigt beim Antragsteller oder seinen Auftraggebern oder einem Mitglied seiner oder ihres Haushalts untergebracht ist;“;

2° in Ziffer 6 wird die Wortfolge „oder des Berichts über die Überwachung der Arbeiten“ aufgehoben;

3° Ziffer 9 wird aufgehoben;

4° zwischen Ziffer 10 und Ziffer 11 werden die Ziffern 10/1 bis 10/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„10/1° die Auditprämie: die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung gewährte Prämie für die Durchführung eines Audits;

10/2° die Prämie für Arbeiten: die Prämie, die gewährt wird für die Durchführung einer oder mehrerer in Ziffer 3 bis 22 des Anhangs des vorliegenden Erlasses genannten Investitionen;

10/3° zusammenhängende Arbeiten: die im Auditbericht empfohlenen Renovierungsarbeiten und Arbeiten zur Verbesserung der Gesamtenergieeffizienz, die an derselben Wand durchgeführt werden;“;

5° Ziffer 12 wird aufgehoben;

6° in Ziffer 14 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1/ die Wortfolge "der letzten Registrierung des Auditberichts oder des Berichts über die Überwachung der Arbeiten durch den Auditor" wird durch die Wortfolge "der Einreichung des Prämienantrags" ersetzt;

2/ die Wortfolge "oder auf der ausländischen gleichgestellten Bescheinigung" wird durch die Wortfolge "des Antragstellers und seiner Vollmachtgeber und auf jeder gleichwertigen Bescheinigung" ersetzt;

7° der Artikel wird um eine Ziffer 15 und 16 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"15° das Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über nachhaltiges Wohnen;

16° der Renopack: das Produkt, das sich aus einem zinslosen Kredit und einer Prämie für Arbeiten zusammensetzt, und zur Finanzierung der Renovierungsarbeiten entweder für Energieeinsparungen, für die gesundheitliche Zuträglichkeit oder die Sicherheit, die einen Anspruch auf eine Prämie zur Förderung der Renovierung der Wohnungen gemäß dem vorliegenden Erlass geben, oder zur Finanzierung von Arbeiten zur Anpassung der Wohnung aufgrund des ordnungsmäßigen Gesetzbuches der sozialen Maßnahmen und der Gesundheit bestimmt ist."

**Art. 3** - In der Überschrift des Kapitels II desselben Erlasses wird die Wortfolge ", Berichte über die Überwachung der Arbeiten" aufgehoben.

**Art. 4** - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "der eine natürliche Person ist und" zwischen die Wortfolge "sind dem Antragsteller," und die Wortfolge "der mindestens achtzehn Jahre" eingefügt;

2° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 wird die Wortfolge "der Registrierung des ersten Berichts über die Überwachung der Arbeiten" durch die Wortfolge "der Empfangsbescheinigung des ersten Antrags auf die Prämie für Arbeiten" ersetzt;

3° in Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe b wird die Wortfolge ", einer Vereinigung zur Förderung des Wohnungswesens" zwischen die Wortfolge "Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes" und die Wortfolge "oder jeglicher sonstigen von" eingefügt;

4° in Paragraph 2 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1/ die Wortfolge "Prämie für einen Auditbericht" wird durch die Wortfolge "Auditprämie" ersetzt;

2/ Paragraph 2 wird durch die Wortfolge "und auf die Miteigentümergeinschaften" ergänzt.

**Art. 5** - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt: "§ 1. Unter den im vorliegenden Erlass vorgesehenen Bedingungen und innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel können zur Durchführung eines Auditberichts und der im Anhang genannten Investitionen Prämien gewährt werden, wenn sie Gegenstand einer Empfehlung im Auditbericht sind. Die Prämie wird höchstens für die im Auditbericht empfohlene Menge gewährt;"

2° in Paragraph 2 wird die Wortfolge "- bis auf die sich in der Deutschsprachigen Gemeinschaft befindenden Gemeinden -" zwischen die Wortfolge "in der Wallonischen Region gelegen" und die Wortfolge "und hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmt" eingefügt;

3° in Paragraph 2 werden die Wörter "zu Wohnzwecken" durch die Wörter "zum Wohnzweck" ersetzt;

4° Paragraph 2 wird durch den folgenden Satz ergänzt: "Die Frist von fünfzehn Jahren beginnt mit dem Datum der Erteilung einer Städtebaugenehmigung, insofern diese für die Schaffung der Wohnung erforderlich war."

**Art. 6** - In Artikel 5 desselben Erlasses wird die Wortfolge "die in dem Anhang aufgeführten Berichte und Investitionen" durch die Wortfolge "den im Anhang aufgeführten Bericht und die Investitionen" ersetzt.

**Art. 7** - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge "Registrierung eines Berichts über die Überwachung der Arbeiten, der zur Überprüfung der Tätigkeit der obligatorischen Investitionen und der Beachtung der in dem Auditbericht festgelegten Hierarchie bestimmt ist," durch die Wortfolge "Registrierung dieses Berichts" ersetzt;

2° Paragraph 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "In Abweichung von Absatz 1 kann das Gutachten, das im Rahmen der Gewährung eines Renopacks für die in Ziffer 10 des Anhangs genannten Investitionen erstellt wird, als Auditbericht gelten;"

3° es wird ein Paragraph 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 1/1. Wenn der Auditbericht zusammenhängende Arbeiten empfiehlt, wird der Prämienantrag gestellt, wenn all diese Investitionen getätigt worden sind.

In Abweichung von Absatz 1 kann, wenn die Dämmung der Wand nicht durchführbar ist, der Prämienantrag gestellt werden, wenn die Renovierungsarbeiten durchgeführt werden;"

4° in Paragraph 2 Absatz 2 wird die Wortfolge "Berichte über die Überwachung der Arbeiten werden innerhalb von acht Jahren nach der Registrierung des Auditberichts registriert" durch die Wortfolge "Prämienanträge werden innerhalb von acht Jahren nach der Registrierung des Auditberichts eingereicht" ersetzt;

5° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 4. Die Minister legen Folgendes fest:

a) die Mindestanforderungen der Sicherheit, Dichtheit und Standsicherheit, denen die Wohnung, die Gegenstand der Prämie ist, genügen muss;

b) die technischen Bedingungen, die die beihilfefähigen Investitionen erfüllen müssen;

c) die Liste der in Paragraph 1/1 genannten Arbeiten;"

**Art. 8** - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "je nach den eingesparten kWh oder" aufgehoben;

2° in Paragraph 3 Absatz 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "und der verwandten oder nicht verwandten Personen, mit denen er gewöhnlich lebt" durch die Wortfolge ", seiner Vollmachtgeber" ersetzt und die Wortfolge "des Antragstellers und seiner Vollmachtgeber" wird zwischen die Wortfolge "zweiten Grad in der Seitenlinie" und die Wortfolge ", aufgrund der Haushaltszusammensetzung" eingefügt;

3° in Paragraph 3 Absatz 1 Ziffer 2 wird die Wortfolge "im Sinne des vorliegenden Erlasses" aufgehoben;

4° Paragraph 3 Absatz 2 wird wie folgt abgeändert:

a) in Ziffer 1 werden die Wörter ", seiner Vollmachtgeber," zwischen die Wortfolge "Haushalts des Antragstellers" und die Wortfolge "die als Person mit" eingefügt;

b) in Ziffer 1 wird die Wortfolge "gemäß Artikel 1 Ziffer 32 des Gesetzbuches" zwischen die Wortfolge "des Antragstellers, die" und die Wortfolge "als Person mit Behinderung" eingefügt;

c) in Ziffer 2 werden die Wörter ", seiner Vollmachtgeber," zwischen die Wortfolge "Haushalts des Antragstellers" und die Wortfolge "die als Person mit" eingefügt;

d) in Ziffer 2 wird die Wortfolge "oder dessen Vollmachtgeber" zwischen die Wortfolge "die dem Haushalt des Antragstellers" und die Wortfolge "gehören, bis zum" eingefügt;

e) in Ziffer 3 werden die Wörter ", seinen Vollmachtgebern" zwischen die Wortfolge "von dem Antragsteller" und die Wortfolge "oder einem Mitglied" eingefügt und das Wort "seines" wird durch das Wort "ihres" ersetzt;

f) in Ziffer 4 wird die Wortfolge "der Auditor einen Bericht zum letzten Mal registriert hat" durch die Wortfolge "der Antrag eingereicht wurde" ersetzt;

f) Ziffer 5 wird aufgehoben;

5° Paragraph 3 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Ein Betrag von 5.000 Euro wird pro Verwandten des Antragstellers oder seiner Vollmachtgeber abgezogen, wenn der Verwandte die folgenden Bedingungen erfüllt:

a) mit diesem Verwandten bis zum dritten Grad verwandt sein oder verheiratet sein, verheiratet gewesen sein, gewöhnlich mit ihm leben oder gelebt haben;

b) in der Wohnung des Antragstellers oder der Person, mit der dieser Verwandte verheiratet ist, verheiratet war, gewöhnlich lebt oder gelebt hat, seinen Wohnsitz haben oder ein Verfahren zur Wahl dieser Wohnung als Wohnsitz eingeleitet haben;

c) mindestens 60 Jahre alt sein.;"

6° in Paragraph 4 Absatz 1 wird die Wortfolge "Die gemäß den Paragraphen 1 bis 3 bestimmten Grundbeträge jeder Prämie werden mit dem folgenden Koeffizienten multipliziert:" durch die Wortfolge "Die Grundbeträge jeder Prämie werden mit dem folgenden Koeffizienten multipliziert:" ersetzt;

7° Paragraph 4 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Miteigentümergeinschaften und der oder die Antragsteller als natürliche Person, die keine Unterlagen zur Feststellung ihres Einkommens gemäß Paragraph 2 vorlegen, erhalten die Grundprämie, d. h. die in Paragraph 4 Ziffer 5 vorgesehene Kategorie R 5.;"

8° Paragraph 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 5. Der Betrag der kraft des vorliegenden Erlasses gewährten Prämien darf neunzig Prozent inkl. MwSt. des Betrags der Rechnung(en), die sich auf jede beihilfefähige Investition bezieht bzw. beziehen, nicht übertreffen.

In Abweichung von Absatz 1 darf der Gesamtbetrag der Prämien, die für die Durchführung von zusammenhängenden Arbeiten gewährt werden und für die gleichzeitig ein einziger Antrag eingereicht wird, nicht mehr als neunzig Prozent inkl. MwSt. der Summe der Rechnungsbeträge für diese Arbeiten betragen.

In Abweichung von Absatz 1 können in Ausnahmefällen oder bei einem Schadensfall Auditberichte von Auditoren erstellt werden, die von der Verwaltung im Rahmen eines öffentlichen Auftrags bestimmt werden. Diese werden zu hundert Prozent bezuschusst."

**Art. 9** - Der Titel von Abschnitt 4 wird um Folgendes ergänzt: "und zwecks Antrag auf Prämie für Arbeiten".

**Art. 10** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Paragraph 2 wird aufgehoben;

2° zwischen die Paragraphen 1 und 3 wird ein Paragraph 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 2/1. Der Antragsteller reicht innerhalb von acht Monaten nach der in Paragraph 1 vorgesehenen Registrierung des Auditberichts einen vollständigen Antrag auf Auditprämie bei der Verwaltung ein.;"

3° derselbe Artikel wird durch die Paragraphen 3 und 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Damit der in Paragraph 2 genannte Prämienantrag als vollständig betrachtet werden kann, muss er Folgendes enthalten:

1° das bei der Verwaltung verfügbare Formular;

2° eine Kopie der auf den Namen des Antragstellers ausgestellten Rechnung;

3° die Genehmigung des Antragstellers bezüglich der direkten Erhebung aus authentischen Quellen anderer Verwaltungen oder Einrichtungen der zur Untersuchung seines Antrags erforderlichen Daten;

4° bei Miteigentümergeinschaften, den Beschluss der Generalversammlung über die Durchführung des Audits.

§ 4. Um als vollständig zu gelten und den in Artikel 7 Paragraph 4 vorgesehenen Multiplikator anwenden zu können, enthält der in Paragraph 2 vorgesehene Antrag zusätzlich zu den in Paragraph 3 genannten Elementen:

1° einen Auszug aus dem Bevölkerungsregister, aus dem die Haushaltszusammensetzung des Antragstellers oder dessen Vollmachtgebers zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags auf Auditprämie hervorgeht;

2° für jede Person des Haushalts, mit Ausnahme der Verwandten in auf- und absteigender Linie und der Seitenverwandten im zweiten Grad des Antragstellers, die eine Erklärung der Einkommensteuer der natürlichen Personen vornimmt, eine Kopie des Steuerbescheids betreffend das Einkommen des vorletzten vollständigen Jahres vor dem Datum der Einreichung des Antrags auf Auditprämie oder, falls nicht vorhanden, jedes andere beweiskräftige Dokument, mit dem das Einkommen ermittelt werden kann;

3° die Bescheinigung(en) betreffend die vom Haushalt bezogenen Kinderzulagen, welche von der Kinderzulagenkasse, von der Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder von jeder sonstigen zuständigen Stelle ordnungsgemäß ausgefüllt sein müssen, d.h. einschließlich der notwendigen Angaben für den Anspruch auf die Anwendung von Artikel 7 Paragraph 3;

4° eine vor weniger als zwei Monaten erstellte Behindertenbescheinigung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Soziale Sicherheit gemäß Artikel 7 Paragraph 3 Absatz 2 Ziffer 1 bis 3, aus der der anerkannte Grad der Behinderung hervorgeht;

5° das Urteil oder das Übereinkommen, durch welches die aufgeteilte Unterbringung des Kindes nach Artikel 1 Ziffer 5 festgesetzt wird;

6° ein ärztliches Attest, aus dem hervorgeht, dass das in Artikel 7 Paragraph 3 Absatz 2 Ziffer 4 genannte Kind zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags auf Auditprämie seit mindestens neunzig Tagen erwartet wird.

Was Absatz 1 Ziffer 2 betrifft, wenn die Antragsteller Gehälter, Löhne, Zulagen oder Nebeneinkünfte, die auf nationaler Ebene steuerfrei sind, beziehen, müssen sie eine Bescheinigung des Lohnschuldners beibringen, in der all diese bezogenen Gehälter, Löhne, Zulagen bzw. Nebeneinkünfte angegeben sind, damit auf dieser Basis die Grundlage ermittelt werden kann, die besteuert worden wäre, wenn diese Einkünfte nach dem gemeinrechtlichen System steuerlich erfasst worden wären.“

**Art. 11** - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 9 - § 1. Nach der Durchführung einer oder mehrerer Investitionen reicht der Antragsteller innerhalb von acht Jahren nach der in Artikel 8 Paragraph 1 vorgesehenen Registrierung des Auditberichts einen vollständigen Antrag auf Prämie für Arbeiten bei der Verwaltung ein.

§ 2. Damit der in Paragraph 1 genannte Prämienantrag als vollständig betrachtet werden kann, muss er Folgendes enthalten:

1° das bei der Verwaltung verfügbare Formular und seine Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2° gegebenenfalls eine technische Anlage, die von der Verwaltung zur Verfügung gestellt und von dem Unternehmer, der die Arbeiten durchgeführt hat, datiert und unterzeichnet wurde;

3° Fotos zur Bescheinigung, dass die Arbeiten tatsächlich durchgeführt werden;

4° in Kapitel II des Erlasses vom 27. Mai 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung genannte technische Dokumente, je nach den verrichteten Arbeiten;

5° eine Kopie der auf den Namen des Antragstellers ausgestellten Rechnungen über die getätigten Investitionen;

6° den Kostenvoranschlag für die getätigten Investitionen;

7° die Genehmigung des Antragstellers bezüglich der direkten Erhebung aus authentischen Quellen anderer Verwaltungen oder Einrichtungen der zur Untersuchung seines Antrags erforderlichen Daten;

8° eine ehrenwörtliche Erklärung zur Bescheinigung, dass:

a) er die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Bedingungen und Vorschriften erfüllt und sich verpflichtet, sie zu erfüllen;

b) die Investitionen, die Gegenstand des Prämienantrags sind, unter Beachtung der städtebaulichen Regeln getätigt werden;

9° bei Miteigentümergeinschaften, den Beschluss der Generalversammlung über die Durchführung der Arbeiten.

Die technische Anlage im Sinne von Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 2 enthält mindestens die folgenden Informationen:

1° die Kontaktdaten des Unternehmers, der die Arbeiten durchgeführt hat;

2° die Lokalisierung des Gebäudes, in dem die Arbeiten durchgeführt werden;

3° die Nummer und das Datum der Rechnungen bezüglich der Arbeiten;

4° für die in Ziffer 10 genannten Investitionen die Nummer des Qualiwall-Zertifikats, das bestätigt, dass der Installateur, der die Investitionen, die Gegenstand des Antrags sind, getätigt hat, für die Tätigkeiten zertifiziert ist, die in Artikel 3 Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 2, 5 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute aufgeführt sind.

§ 3. Um als vollständig zu gelten und den in Artikel 7 Paragraph 4 vorgesehenen Multiplikator anwenden zu können, enthält der in Paragraph 1 vorgesehene Antrag zusätzlich zu den in Paragraph 2 genannten Elementen:

1° einen Auszug aus dem Bevölkerungsregister, aus dem die Haushaltszusammensetzung des Antragstellers oder dessen Vollmachtgebers zum Zeitpunkt des Antrags auf Prämie für Arbeiten hervorgeht;

2° für jede Person des Haushalts, mit Ausnahme der Verwandten in auf- und absteigender Linie und der Seitenverwandten im zweiten Grad des Antragstellers, die eine Erklärung der Einkommensteuer der natürlichen Personen vornimmt, eine Kopie des Steuerbescheids betreffend das Einkommen des vorletzten vollständigen Jahres vor dem Datum des Antrags auf Prämie für Arbeiten oder, falls nicht vorhanden, jedes andere beweiskräftige Dokument, mit dem das Einkommen ermittelt werden kann;

3° die Bescheinigung(en) betreffend die vom Haushalt bezogenen Kinderzulagen, welche von der Kinderzulagenkasse, von der Sozialversicherungskasse für Selbstständige oder von jeder sonstigen zuständigen Stelle ordnungsgemäß ausgefüllt sein müssen, d.h. einschließlich der notwendigen Angaben für den Anspruch auf die Anwendung von Artikel 7 Paragraph 3;

4° eine vor weniger als zwei Monaten erstellte Behindertenbescheinigung des Föderalen Öffentlichen Dienstes Soziale Sicherheit gemäß Artikel 7 Paragraph 3 Absatz 2 Ziffer 1 bis 3, aus der der anerkannte Grad der Behinderung hervorgeht;

5° das Urteil oder das Übereinkommen, durch welches die aufgeteilte Unterbringung des Kindes nach Artikel 1 Ziffer 5 festgesetzt wird;

6° ein ärztliches Attest, aus dem hervorgeht, dass das in Artikel 7 Paragraph 3 Absatz 2 Ziffer 4 genannte Kind zum Zeitpunkt des Antrags auf Prämie für Arbeiten seit mindestens neunzig Tagen erwartet wird.

Was Absatz 1 Ziffer 2 betrifft, erstellen Antragsteller, die auf nationaler Ebene steuerfreie Gehälter, Löhne, Zulagen oder Nebeneinkünfte beziehen, eine Bescheinigung des Lohnschuldners, in der all diese bezogenen Gehälter, Löhne, Zulagen bzw. Nebeneinkünfte angegeben sind, damit auf dieser Basis die Grundlage ermittelt werden kann, die besteuert wird, wenn diese Einkünfte nach dem gemeinrechtlichen System steuerlich erfasst werden.“.

**Art. 12** - In Artikel 10 desselben Erlasses werden Paragraph 1 bis 4 aufgehoben.

**Art. 13.** In Artikel 11 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge "des Prämienantrags nach Artikel 9 und des Antrags auf Auszahlung nach Artikel 10, § 4 innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Datum der Registrierung des Überwachungsberichts." durch die Wortfolge "der in Artikel 8 und 9 genannten Prämienanträge." ersetzt;

2° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 3. Ist der Antrag nicht vollständig oder erfordert Belege, die für das Verständnis oder die Prüfung der in der Akte enthaltenen Elemente notwendig sind, so fordert die Verwaltung auf elektronischem Wege oder per Post beim Antragsteller alle zur Vervollständigung seines Antrags erforderlichen Dokumente an.

Der Antragsteller verfügt über eine Frist von sechzig Tagen, die am Tag nach des Erhalts des Schreibens, durch das zusätzliche Informationen erbeten werden, läuft, um die Gesamtheit der erforderlichen Informationen einzusenden.

Falls alle Informationen, um deren Zusendung gebeten wurde, nicht innerhalb der in Absatz 2 vorgeschriebenen Frist zugestellt worden sind, bewirkt dies die Ablehnung des Antrags.“;

3° Paragraph 4 wird aufgehoben.

**Art. 14** - In Artikel 11/6 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "von Artikel 10 § 1" durch die Wortfolge "von Artikel 9 Paragraph 2" ersetzt;

2° in Paragraph 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "von Artikel 10, § 2" durch die Wortfolge "von Artikel 9 Paragraph 3" ersetzt;

3° in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 4 wird die Wortfolge "von Artikel 7 § 3 Absatz 1 Ziffer 2" durch die Wortfolge "von Artikel 7 Paragraph 2" ersetzt.

**Art. 15.** In Artikel 11/7 desselben Erlasses wird Paragraph 1 aufgehoben.

**Art. 16.** Das Kapitel IV wird durch einen Artikel 13/1 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Art. 13/1 - Die Verwaltung verlangt vom Prämienempfänger alle Dokumente, die für die Kontrolle der Verwendung der Prämie erforderlich sind.

Der Prämienempfänger ist verpflichtet, der Verwaltung die in Absatz 1 genannten Dokumente innerhalb einer Frist von sechzig Tagen zu übermitteln, die am Tag nach dem Versand des Schreibens zur Anforderung des Dokuments beginnt.

Auf Anfrage der Verwaltung erlaubt der Prämienempfänger es den von dem Minister für Wohnungswesen und dem Minister für Energie oder einem ihrer Beauftragten bestimmten Bediensteten, vor Ort die Ausführung der durch eine Prämie gedeckten Arbeiten und die Übereinstimmung dieser Arbeiten mit den durch oder kraft des vorliegenden Erlasses bestimmten Anforderungen und mit den Regeln der guten fachlichen Praxis festzustellen. Jede Ortsbesichtigung wird mindestens fünfzehn Tage im Voraus durch eine entsprechende Meldung angekündigt. Der Prämienempfänger kann einen Aufschub der Ortsbesichtigung um höchstens sechzig Tage beantragen.

Falls der Antragsteller sich weigert, den Aufforderungen der Verwaltung stattzugeben, ist er verpflichtet, den nicht gerechtfertigten Teil der Prämie zurückzuzahlen, in Übereinstimmung mit Artikel 13 des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der für die Haushalte, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie für die Organisation der Kontrolle durch den Rechnungshof geltenden allgemeinen Bestimmungen.

Falls nicht alle in Rechnung gestellten Arbeiten ausgeführt wurden oder die geleistete Arbeit den Anforderungen nicht entspricht, kann die Verwaltung es erlauben, dass die Ausführung der Arbeiten um höchstens zwölf Monate aufgeschoben wird.

Werden die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Bestimmungen nicht beachtet, so kann die Verwaltung die vollständige Rückzahlung der vom Antragsteller erhaltenen Prämie verlangen.“.

**Art. 17** - In Artikel 14 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "der Berichte über die Überwachung der Arbeiten," wird aufgehoben;

2° die Wortfolge "der Übereinstimmung des Antrags" wird durch die Wortfolge "der Übereinstimmung der Anträge" ersetzt.

**Art. 18** - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge "auf jegliche Prämienantrag für einen Auditbericht, einen Bericht über die Überwachung der Arbeiten und über Investitionen, die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses stattfindet" wird durch die Wortfolge "auf jeglichen Prämienantrag für einen Auditbericht und für Investitionen, der nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses gestellt wird" ersetzt;

2° der Artikel wird um einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "In Abweichung von Absatz 1 findet Artikel 9 Paragraph 2 Absatz 2 Ziffer 4 Anwendung auf Anträge, die ab dem 1. Januar 2026 eingereicht werden.“.

**Art. 19** - Im Anhang desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Ziffer 2 wird aufgehoben;

2° in Ziffer 3 Buchstabe b werden die Wörter "des Tragwerks" durch die Wortfolge "des Tragwerks oder der Tragwerke der Wohnung oder der Wohnungen" ersetzt;

3° in Ziffer 3 Buchstabe c wird die Wortfolge "einer Vorrichtung zum Auffangen und Ableiten des Regenwassers" durch die Wortfolge "der Vorrichtung(en) zum Auffangen und Ableiten des Regenwassers der Wohnung oder der Wohnungen" ersetzt;

4° Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

"5° a) die Anpassung der Elektrizitätsanlage mit den geltenden Regelungen;

b) die Anpassung der Gasanlage mit den geltenden Regelungen;"

5° in Ziffer 6 wird die Wortfolge "mit einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum" durch die Wortfolge "mit der Außenumgebung, einem unbeheizten und frostfreien Raum, einem unbeheizten und nicht frostfreien Raum oder einem Boden" ersetzt;

6° in Ziffer 7 wird die Wortfolge "oder einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum" durch die Wortfolge "oder einem unbeheizten und frostfreien Raum, einem unbeheizten und nicht frostfreien Raum oder einem Boden" ersetzt;

7° in Ziffer 8 wird die Wortfolge "mit der Außenluft oder einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum" durch die Wortfolge "mit einem unbeheizten und frostfreien Raum, einem unbeheizten und nicht frostfreien Raum oder einem Boden" ersetzt;

8° Ziffer 9 wird durch Folgendes ersetzt: "9° Ersetzung der Tür- oder Fensterrahmen, die in Kontakt mit der Außenluft, einem unbeheizten und frostfreien Raum oder einem unbeheizten und nicht frostfreien Raum stehen;"

9° in Ziffer 11 werden Buchstabe a und b durch Folgendes ersetzt:

"a) zentralisiertes einflutiges mechanisches Belüftungssystem, das die Belüftung sämtlicher Räume der Wohnung gewährleistet;

b) zentralisiertes mechanisches Belüftungssystem mit Doppelfluss, das die Belüftung sämtlicher Räume der Wohnung gewährleistet;

c) einflutiges mechanisches Belüftungssystem, das die Belüftung eines Teils der Räume der Wohnung gewährleistet;

d) mechanisches Belüftungssystem mit Doppelfluss, das die Belüftung eines Teils der Räume der Wohnung gewährleistet;"

10° die Ziffern 13 und 14 werden durch Folgendes ersetzt:

"13° Isolierung von Heizungsrohren, -schächten oder -ventilen und von Heizungszubehör, die sich in einem unbeheizten und frostfreien Raum oder in einem unbeheizten und nicht frostfreien Raum befinden;"

14° Isolierung eines Warmwasserspeichers;"

11° der Anhang wird um die Ziffern 15 bis 22 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"15° Installieren von Umwälzpumpen mit variabler Drehzahl;

16° Austausch eines Warmwasserspeichers eines Heizungssystems;

17° Anbringen von mindestens fünf Thermostatventilen an Heizkörpern;

18° Anbringen eines Raumthermostats, der dafür sorgt, dass der Erzeuger oder die Umwälzpumpen außerhalb der Wärmebedarfszeiten abgeschaltet werden;

19° Austausch des Speichertanks für Brauchwarmwasser;

20° Isolierung von Leitungen eines Warmwasser-Zirkulationssystems und dessen Zubehör;

21° Isolierung eines externen Plattenwärmetauschers;

22° Isolierung eines Warmwasserspeichers für das Brauchwarmwasser."

**Art. 20** - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf:

1° den Antrag auf Prämie für ein Audit, dessen Rechnung nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ausgestellt wurde;

2° den Antrag auf Prämie für Arbeiten, bei dem die Schlussrechnung der letzten Arbeit nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ausgestellt wurde und bei dem die anderen in diesem Antrag enthaltenen Arbeiten auf der Grundlage ihrer Schlussrechnung höchstens zwei Jahre vor dem Antrag auf Prämien für Arbeiten datiert werden;

3° den Antrag auf ein Renopack, der ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bei der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft ("Société wallonne du Crédit social") in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze für die Gewährung der Kredite durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft ("Société wallonne du crédit social") und die Sozialkreditschalter ("Guichets du crédit social") gestellt wird;

4° den Antrag auf ein Renopack, der ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses beim Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie") in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze zur Gewährung der Kredite als Fonds B2 durch den Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie") gestellt wird; In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 2 findet der vorliegende Erlass keine Anwendung auf den Antragsteller, der die Anwendung der Maßnahmen vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses beantragt, sofern:

1° die Registrierung seines Folgeberichts maximal drei Jahre nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erfolgt ist und er über einen Auditbericht gemäß Artikel 15 Paragraph 2 und 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung verfügt, dessen Registrierung maximal drei Monate nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses erfolgt ist;

2° er keine Prämie gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses für eine in seinem Audit einer Wohnung empfohlene Investition erhalten hat.

**Art. 21.** Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2023 in Kraft.

Artikel 7 Ziffer 2 ist nicht mehr anwendbar auf:

1° Anträge auf ein Renopack, die ab dem 1. Januar 2026 bei der Wallonischen Sozialkreditgesellschaft ("Société wallonne du Crédit social") in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze für die Gewährung der Kredite durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft ("Société wallonne du crédit social") und die Sozialkreditschalter ("Guichets du crédit social") gestellt werden;

2° Anträge auf ein Renopack, die ab dem 1. Januar 2026 beim Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie") in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze zur Gewährung der Kredite als Fonds B2 durch den Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie") gestellt werden.

Artikel 1, 2 Ziffer 2, 5, 6/1, Artikel 3, 5 Ziffer 1, Artikel 6, 7 Ziffer 1 und 4, Artikel 8 Ziffer 4 Buchstabe f, Artikel 10 Ziffer 1, Artikel 12, 13, 17 Ziffer 1, Artikel 18 und 19 Ziffer 1 treten am 1. Juli 2026 außer Kraft.

**Art. 22** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, werden jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Juni 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen,

P. HENRY

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte,

C. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/44995]

**29 JUNI 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van de woningen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, artikelen 14 en 29, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 februari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 maart 2023;

Gelet op het rapport van 23 februari 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 23 maart 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 12 april 2023;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Huisvesting", gegeven op 12 april 2023;

Op de voordracht van de Minister van Energie en van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van de woningen worden de woorden " , van de rapporten over de opvolging van de werken ervan " opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 1 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de punten 4° en 5° worden vervangen als volgt:

"4° aanvrager: elke natuurlijke persoon, handelend voor eigen rekening of in zijn hoedanigheid van vertegenwoordiger van een onverdeelde mede-eigendom, die ten minste achttien jaar oud of een geëmancipeerde minderjarige is, die ingeschreven is in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister, of elke vereniging van mede-eigenaars, en die projectleider is voor de investeringen bedoeld in dit besluit;

5° kind ten laste: overeenkomstig artikel 1, 32°, van het Wetboek, een kind voor wie, op de datum van de indiening van de premie-aanvraag, gezins- of wezenbijslag wordt toegekend aan een lid van het huishouden van de aanvrager of zijn opdrachtgevers. Een kind wordt ook beschouwd als een kind ten laste als het op ten minste gelijke voet wordt opgevangen door de aanvrager of zijn gezinshoofden of een lid van zijn huishouden;";

2° in 6° worden de woorden "of van het rapport over de opvolging van de werken" opgeheven;

3° punt 9° wordt opgeheven;

4° tussen punt 10° en punt 11° worden de punten 10°/1 tot 10°/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"10°/1 de auditpremie: de premie die wordt toegekend voor het uitvoeren van een audit, overeenkomstig het besluit van de Waalse regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

10°/2° de premie voor werken: de premie die wordt toegekend voor één of meerdere van de investeringen bedoeld in 3° tot 22° van de bijlage bij dit besluit;

10°/3° de gekoppelde werken: de renovatiewerken en de werken ter verbetering van de energieprestatie uitgevoerd op dezelfde muur, zoals aanbevolen in het auditrapport;";

5° punt 12° wordt opgeheven;

6° in 14° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1/ de woorden "de datum van de recentste registratie van het door de auditeur opgestelde auditrapport of rapport over de opvolging van de werken" worden vervangen door de woorden "de datum van indiening van de premie";

2/ de woorden "of de buitenlandse tegenhanger daarvan" worden vervangen door de woorden "van de aanvrager en zijn opdrachtgevers en in elk soortgelijk certificaat";

7° het artikel wordt aangevuld met de punten 15° en 16°, luidend als volgt:

"15° Wetboek: het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen;

16° renopack : een product bestaande uit een krediet tegen nultarief en een premie voor werken, die bestemd zijn voor de financiering van renovatiewerken, hetzij op het vlak van energiebesparing, hetzij op het vlak van gezondheid of veiligheid, en die recht geven op een premie ter bevordering van de renovatie van de woningen overeenkomstig dit besluit of werken voor de aanpassing van de woning krachtens het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid."

**Art. 3.** In het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde besluit worden de woorden ", rapporten over de opvolging van de werken" opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden ", natuurlijke persoon," ingevoegd tussen het woord "aanvrager" en de woorden " die minstens 18 jaar oud is";

2° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, worden de woorden "van de registratie van het eerste rapport over de opvolging van de werken" vervangen door de woorden "van bevestiging van ontvangst van de eerste aanvraag voor de premie voor werken;";

3° in paragraaf 1, eerste lid, 2°, b), worden de woorden "van een vereniging ter bevordering van de huisvesting" ingevoegd tussen de woorden "openbare huisvestingsmaatschappij" en de woorden "of elke andere";

4° in § 2 worden volgende wijzigingen aangebracht:

1/ het woord "auditrapport" wordt vervangen door het woord "audit";

2/ de paragraaf wordt aangevuld met de woorden ", en op de verenigingen van mede-eigenaars".

**Art. 5.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt: "§ 1. Onder de in dit besluit bepaalde voorwaarden en binnen de perken van de beschikbare kredieten worden premies toegekend voor het opstellen van een auditrapport en voor de in de bijlage bedoelde investeringen waarvoor in het auditrapport een aanbeveling is gedaan. De premie wordt toegekend voor ten hoogste de in het auditrapport aanbevolen hoeveelheid.";

2° in paragraaf 2 worden de woorden ", exclusief gemeenten in de Duitstalige Gemeenschap," ingevoegd tussen de woorden "is in het Waalse Gewest" en de woorden "gelegen en is hoofdzakelijk.";

3° in de Franse versie van paragraaf 2 worden de woorden "à du logement" vervangen door de woorden "au logement";

4° paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende zin : "De periode van vijftien jaar begint te lopen vanaf de datum waarop de stedenbouwkundige vergunning werd toegekend, indien deze vereist was voor de oprichting ervan."

**Art. 6.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden "De in de bijlage vermelde rapporten en investeringen" vervangen door de woorden "Het in de bijlage vermelde rapport en investeringen".

**Art. 7.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "van een rapport over de opvolging van de werken bestemd om de uitvoering van de verplichte investeringen en de naleving van de in het auditrapport vastgestelde hiërarchie te verifiëren," vervangen door de woorden "van dit rapport";

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt: "In afwijking van lid 1 mag de expertise die wordt uitgevoerd in het kader van de toekenning van een renopack voor de investeringen vermeld in 10° van de bijlage worden gebruikt als auditrapport.";

3° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 1/1. Als het auditrapport gekoppelde werken aanbeveelt, wordt de premie-aanvraag ingediend wanneer al deze investeringen zijn gedaan.

In afwijking van lid 1 kan de premie-aanvraag, als het niet mogelijk is de muur te isoleren, worden ingediend wanneer de renovatiewerken zijn uitgevoerd.

4° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden "De overeenstemmende rapporten over de opvolging van de werken worden binnen acht jaar na de registratie van het auditrapport geregistreerd" vervangen door de woorden "De premie-aanvragen worden binnen acht jaar na de registratie van het auditrapport ingediend";

5° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt:

§ 4. De Ministers bepalen:

- a) de minimumeisen inzake veiligheid, dichtheid en stabiliteit, waaraan de woning die het voorwerp van de premie uitmaakt, moet voldoen;
- b) de technische voorwaarden die de in aanmerking komende investeringen moeten naleven;
- c) de lijst van de gekoppelde werken bedoeld in § 1/1;”.

**Art. 8.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 1°, worden de woorden “naar gelang van de bespaarde KWh of” opgeheven;

2° in paragraaf 3, eerste lid, 1°, worden de woorden “en van de personen met wie hij doorgaans samenleeft, ongeacht of er banden van verwantschap tussen hen bestaan,” vervangen door de woorden “, van zijn opdrachtgevers,” en worden de woorden “en van zijn opdrachtgevers” ingevoegd tussen de woorden “van de tweede graad van de aanvrager” en de woorden “uitgesloten zijn, op grond van”;

3° in paragraaf 3, eerste lid, 2°, worden de woorden “in de zin van dit besluit” opgeheven ;

4° in paragraaf 3, tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de woorden “, van zijn opdrachtgevers” ingevoegd tussen de woorden “van de aanvrager” en de woorden “erkend als persoon”;

b) punt 1° wordt aangevuld met de woorden “overeenkomstig artikel 1, 32°, van het Wetboek”;

c) in 2° worden de woorden “of van zijn opdrachtgevers” ingevoegd tussen de woorden “in de woning van de aanvrager” en de woorden “en die een verwantschapsband tot”;

d) punt 2° wordt aangevuld met de woorden “of van zijn opdrachtgevers”;

e) in 3° worden de woorden “, zijn opdrachtgevers” ingevoegd tussen de woorden “voor wie de aanvrager” en de woorden “of een lid van zijn gezin”;

f) in 4° worden de woorden “van de recentste registratie van een rapport door de auditeur” vervangen door de woorden “van de indiening van de aanvraag”;

g) punt 5° wordt opgeheven;

5° paragraaf 3 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Een bedrag van 5.000 euro wordt afgetrokken per bloedverwant van de aanvrager of van zijn opdrachtgevers als de bloedverwant aan de volgende voorwaarden voldoet:

a) bloedverwant zijn tot in de derde graad of gehuwd zijn of zijn geweest, doorgaans samenwonen of hebben samengewoond met deze bloedverwant ;

b) gedomicilieerd zijn of worden in de woning van de aanvrager of van de persoon met wie deze bloedverwant gehuwd is/is geweest of doorgaans samenleeft of heeft samengeleefd;

c) ten minste 60 jaar oud zijn.”;

6° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden “De overeenkomstig de §§ 1 tot 3 vastgestelde basisbedragen van elke premie worden vermenigvuldigd door de volgende coëfficiënt:” vervangen door de woorden “De basisbedragen van elke premie worden vermenigvuldigd met de volgende coëfficiënt:”;

7° paragraaf 4 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Verenigingen van mede-eigenaars en de aanvrager(s)-natuurlijke perso(o)n(en) die geen documenten kunnen voorleggen om hun inkomen vast te stellen zoals bepaald in paragraaf 2, hebben recht op de basispremie, d.w.z. categorie R 5 zoals bepaald in paragraaf 4, 5°.”;

8° paragraaf 5 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 5. Het bedrag van de premies die krachtens dit besluit zijn toegekend, mag geenszins meer bedragen dan negentig percent, btw inbegrepen, van het bedrag van de factuur (uren) voor elke in aanmerking komende investering.

In afwijking van lid 1 mag het totale bedrag aan subsidies die voor gekoppelde werken worden toegekend en gelijktijdig in één aanvraag worden ingediend, niet meer bedragen dan negentig procent (inclusief btw) van de som van de facturen voor deze werken.

In afwijking van lid 1 kunnen in geval van een uitzonderlijke situatie of ramp auditrapporten worden opgesteld door auditoren die door de administratie zijn aangesteld in het kader van een overheidsopdracht, en worden deze voor honderd procent gesubsidieerd.”.

**Art. 9.** De titel van afdeling 4 wordt aangevuld met de volgende woorden: “en voor een aanvraag voor een premie voor werken”.

**Art. 10.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt opgeheven ;

2° tussen de paragrafen 1 en 3 wordt een paragraaf 2/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 2/1. De aanvrager dient een volledige aanvraag voor de auditpremie in bij de Administratie binnen de acht maanden na de registratie van het auditrapport bedoeld in § 1.”;

4° hetzelfde artikel wordt aangevuld met de §§ 3 en 4, luidend als volgt:

“§ 3. De in § 2 bedoelde premie-aanvraag wordt als volledig beschouwd als ze de volgende gegevens bevat:

1° het behoorlijk ingevulde formulier dat te verkrijgen is bij de Administratie;

2° een kopie van de factuur opgesteld op naam van de aanvrager;

3° de instemming van de aanvrager met de directe en indirecte verzameling bij authentieke bronnen in andere administraties of organismen van de gegevens die nodig zijn voor de behandeling van zijn aanvraag;

4° voor de verenigingen van mede-eigenaars, de beslissing van de algemene vergadering betreffende de uitvoering van de audit.

§ 4. Om als volledig te worden beschouwd en om in aanmerking te komen voor de in artikel 7, § 4, bedoelde vermenigvuldigingscoëfficiënt, bevat de in § 2 bedoelde aanvraag naast de in § 3 bedoelde gegevens, de volgende gegevens:

1° een uittreksel uit het bevolkingsregister waaruit de samenstelling van het gezin van de aanvrager of zijn opdrachtgevers blijkt op de datum waarop de aanvraag voor de auditpremie wordt ingediend;

2° voor elke persoon van het gezin, met uitzondering van de verwanten in de opgaande en de dalende lijn en bloedverwanten in de zijlijn van de tweede graad van de aanvrager, die een aangifte van de personenbelasting doet, een afschrift van het aanslagbiljet betreffende de inkomens van het voorlaatste volledige jaar dat aan de datum van de indiening van de aanvraag voor de auditpremie voorafgaat of bij gebreke daarvan, elk ander bewijsstuk op grond waarvan de inkomens van die personen kunnen worden bepaald;

3° een attest of de attesten betreffende de gezinsbijslagen ontvangen door het gezin, behoorlijk ingevuld, m.i.v. de noodzakelijke vermeldingen ten gunste van de toepassing van artikel 7, § 3, door het Kinderbijslagfonds, de Sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers, of elke andere bevoegde instelling;

4° een van minder dan twee maanden gedateerd attest van de Federale Overheidsdienst Sociale zekerheid waarbij de hoedanigheid van persoon met een handicap overeenkomstig artikel 7, § 3, tweede lid, 1° tot 3°, wordt vastgesteld en waarbij het erkende percentage van de handicap wordt bepaald;

5° het vonnis of de overeenkomst tot vaststelling van de gelijkmatig verdeelde huisvesting van het kind bedoeld in artikel 1, 5°;

6° een medisch attest waaruit blijkt dat het in artikel 7, § 3, tweede lid, 4°, bedoelde kind op de datum van indiening van de aanvraag voor de auditpremie sedert ten minste negentig dagen is verwekt.

Wat het eerste lid, 2°, betreft, moeten de aanvragers die wedden, lonen, uitkeringen of emolumenten ontvangen die vrij zijn van nationale belastingen een attest overleggen van de schuldenaar van de inkomens met melding van het totaalbedrag van de ontvangen wedden, lonen, uitkeringen of emolumenten opdat de belastbare grondslag bepaald kan worden, zoals hij zich zou hebben voorgedaan indien de bedoelde inkomens aan de belasting onderworpen geweest zouden zijn onder het stelsel van het gemene recht.”

**Art. 11.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 9. § 1. Nadat één of meerdere investeringen werden gedaan, dient de aanvrager een volledige aanvraag voor premies voor werken in bij de Administratie binnen de acht maanden na de registratie van het auditrapport bedoeld in artikel 8, § 1.

“§ 2. De in § 1 bedoelde premie-aanvraag wordt als volledig beschouwd als ze de volgende gegevens bevat:

1° het behoorlijk ingevulde formulier en de behoorlijk ingevulde bijlagen ervan die bij de Administratie beschikbaar zijn;

2° in voorkomend geval, een door de Administratie verstrekte technische bijlage, ingevuld, gedateerd en ondertekend door de aannemer die de werken heeft uitgevoerd;

3° de foto's die de effectiviteit van het werk laat zien;

4° de technische documenten bedoeld in hoofdstuk II van het besluit van 27 mei 2019 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning, afhankelijk van de uitgevoerde werken;

5° een kopie van de facturen betreffende de verrichte investeringen, die opgesteld zijn op naam van de aanvrager;

6° de prijsopgave betreffende de uitgevoerde investeringen;

7° de instemming van de aanvrager met de directe en indirecte verzameling bij authentieke bronnen in andere administraties of organismen van de gegevens die nodig zijn voor de behandeling van zijn aanvraag;

8° een verklaring op erewoord waaruit blijkt dat :

a) hij de in dit besluit bedoelde voorwaarden en voorschriften naleeft en zich ertoe verbindt ze na te leven;

b) de investeringen die het voorwerp uitmaken van de premie-aanvraag met inachtneming van de regels inzake stedenbouw uitgevoerd worden;

9° voor de verenigingen van mede-eigenaars, de beslissing van de algemene vergadering betreffende de uitvoering van de audit.

De in § 2, eerste lid, 2°, bedoelde technische bijlage bevat ten minste de volgende informatie:

1° de contactgegevens van de aannemer die de werken heeft uitgevoerd;

2° de ligging van het gebouw waarin de werken worden uitgevoerd;

3° het nummer en de datum van de facturen betreffende de werken.

4° voor de investeringen bedoeld in 10°, het nummer van het Qualiwall-certificaat waaruit blijkt dat de installateur die de investeringen, waarop de aanvraag betrekking heeft, heeft uitgevoerd, gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 2°, 5° en 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren.

§ 3. Om als volledig te worden beschouwd en om in aanmerking te komen voor de in artikel 7, § 4, bedoelde vermenigvuldigingscoëfficiënt, bevat de in § 1 bedoelde aanvraag naast de in § 2 bedoelde informatie, de volgende gegevens:

1° een uittreksel uit het bevolkingsregister waaruit de samenstelling van het gezin van de aanvrager of zijn opdrachtgevers blijkt op de datum waarop de aanvraag voor de premie voor werken wordt ingediend;

2° voor elke persoon van het gezin, met uitzondering van de verwanten in de opgaande en de dalende lijn en bloedverwanten in de zijlijn van de tweede graad van de aanvrager, die een aangifte van de personenbelasting doet, een afschrift van het aanslagbiljet betreffende de inkomens van het voorlaatste volledige jaar dat aan de datum van de indiening van de aanvraag voor de premie voor werken voorafgaat of bij gebreke daarvan, elk ander bewijsstuk op grond waarvan de inkomens van die personen kunnen worden bepaald;

3° een attest of de attesten betreffende de gezinsbijslagen ontvangen door het gezin, behoorlijk ingevuld, m.i.v. de noodzakelijke vermeldingen ten gunste van de toepassing van artikel 7, § 3, door het Kinderbijslagfonds, de Sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers, of elke andere bevoegde instelling;

4° een van minder dan twee maanden gedateerd attest van de Federale Overheidsdienst Sociale zekerheid waarbij de hoedanigheid van persoon met een handicap overeenkomstig artikel 7, § 3, tweede lid, 1° tot 3°, wordt vastgesteld en waarbij het erkende percentage van de handicap wordt bepaald;

5° het vonnis of de overeenkomst tot vaststelling van de gelijkmatig verdeelde huisvesting van het kind bedoeld in artikel 1, 5°;

6° een medisch attest waaruit blijkt dat het in artikel 7, § 3, tweede lid, 4°, bedoelde kind op de datum van indiening van de aanvraag voor de premie voor werken sedert ten minste negentig dagen is verwekt.

Wat het eerste lid, 2°, betreft, moeten de aanvragers die wedden, lonen, uitkeringen of emolumenten ontvangen die vrij zijn van nationale belastingen een attest overleggen van de schuldenaar van de inkomens met melding van het totaalbedrag van de ontvangen wedden, lonen, uitkeringen of emolumenten opdat de belastbare grondslag bepaald kan worden, zoals hij zich zou hebben voorgedaan indien de bedoelde inkomens aan de belasting onderworpen geweest zouden zijn onder het stelsel van het gemene recht.”

**Art. 12.** In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 1 tot 4 opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “van de premie-aanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst van de premie-aanvraag bedoeld in artikel 9 en van de vereffeningsaanvraag bedoeld in artikel 10, § 4, binnen vijftien dagen na de registratie van het opvolgingsrapport” vervangen door de woorden “van de premie-aanvragen bedoeld in de artikelen 8 en 9.”;

2° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 3. Als de aanvraag onvolledig is of als verzocht wordt om bewijsstukken die nodig geacht worden voor het begrip of de verificatie van de informatie in het dossier, vraagt de administratie de aanvrager langs elektronische weg of per post om de documenten die nodig zijn om de aanvraag te vervolledigen.

De aanvrager heeft zestig dagen vanaf de dag na ontvangst van de brief met het verzoek om informatie om alle vereiste informatie te verstrekken.

Als het geheel van de vereiste gegevens niet medegedeeld wordt binnen de termijn voorgeschreven in het tweede lid van deze paragraaf, wordt de aanvraag verworpen.”;

3° paragraaf 4 wordt opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 11/6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, lid 2, worden de woorden “artikel 10, § 1,” vervangen door de woorden “artikel 9, § 2”;

2° in § 2, lid 1, worden de woorden “artikel 10, § 2,” vervangen door de woorden “artikel 9, § 3”;

3° in § 2, lid 1, 4°, worden de woorden “artikel 7, § 3, eerste lid, 2°” vervangen door de woorden “artikel 7, § 2”;

**Art. 15.** In artikel 11/7 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1 opgeheven.

**Art. 16.** Hoofdstuk IV wordt aangevuld met een artikel 13/1, luidend als volgt:

“Art. 13/1. De Administratie vraagt aan de begunstigde van de premie elk document dat nodig is voor de controle op het gebruik ervan.

De begunstigde van de premie moet de Administratie de in lid 1 bedoelde documenten verstrekken binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de dag na de verzending van de brief waarin om het document wordt verzocht.

Op verzoek van de Administratie machtigt de begunstigde de door de Minister van Huisvesting en de Minister van Energie of één van hun afgevaardigden om ter plaatse vast te stellen of de werken waarvoor een premie is toegekend, uitgevoerd zijn en of ze met de eisen bepaald bij of krachtens dit besluit en volgens de regels der kunst overeenstemmen. Elk bezoek ter plaatse wordt voorafgegaan door een kennisgeving die minstens vijftien dagen voor de geplande datum wordt verstuurd. De begunstigde kan maximaal zestig dagen om een uitstel van het bezoek vragen.

Wanneer de begunstigde weigert om op de verzoeken van de Administratie in te gaan, moet hij het niet-gerechtigde deel van de premie terugbetalen overeenkomstig artikel 13 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof.

Wanneer niet alle gefactureerde werken zijn uitgevoerd of als het uitgevoerde werk niet overeenstemt met de aanvraag, kan de Administratie een verlenging van de uitvoeringstermijn van de werken voor maximum twaalf maanden toekennen.

Bij niet-naleving van de in dit besluit bedoelde bepalingen kan de Administratie de volledige terugbetaling van de door de aanvrager ontvangen premie vragen.”

**Art. 17.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “van de rapporten over de opvolging van de werken, ” worden opgeheven;

2° de woorden “overeenstemming van de aanvraag” worden vervangen door de woorden “overeenstemming van de aanvragen”.

**Art. 18.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden “, een rapport over de opvolging van werken” geschrapt;

2° het artikel wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt: “In afwijking van lid 1 is artikel 9, § 2, tweede lid, 4°, van toepassing op aanvragen die vanaf 1 januari 2026 worden ingediend.”

**Art. 19.** In de bijlage bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 2° wordt opgeheven;

2° in 3°, b), worden de woorden “van het dakgeraamte” vervangen door de woorden “van het (de) dakgeraamte (DA geraamten) van de woning(en);

3° in 3°, c), worden de woorden “een voorziening voor de opvang of de afvoer van het regenwater” vervangen door de woorden “de voorziening(en) voor de opvang of de afvoer van het regenwater van de woning(en)”;

4° punt 5° wordt vervangen als volgt:

“5° a) het overeenstemming brengen van de elektrische installatie met de geldende reglementeringen;

b) het overeenstemming brengen van de gasinstallatie met de geldende reglementeringen;”;

5° in 6° worden de woorden “met een onverwarmde of niet-vorstbestendige ruimte” vervangen door de woorden “met de buitenomgeving, een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst of een vloer”;

6° in 7° worden de woorden “of een onverwarmde of niet-vorstbestendige ruimte” vervangen door de woorden “of een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst of een vloer”;

7° in 8° worden de woorden “met de buitenomgeving of een onverwarmde of niet-vorstbestendige ruimte” vervangen door de woorden “een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst of een vloer”;}

8° punt 9° wordt vervangen door wat volgt “9° de vervanging van schrijnwerk of glaswerk in contact met de buitenomgeving of een onverwarmde ruimte die beschermd is tegen vorst of een onverwarmde ruimte die niet beschermd is tegen vorst;”;

9° in 11° worden de punten a) en b) vervangen als volgt:

“a) gecentraliseerd mechanisch ventilatiesysteem met enkele stroming dat de ventilatie van alle ruimten van de woning verzekert;

b) gecentraliseerd mechanisch ventilatiesysteem met dubbele stroming dat de ventilatie van alle ruimten van de woning verzekert;

c) mechanisch ventilatiesysteem met enkele stroming dat de ventilatie van een deel van de woning verzekert;

d) mechanisch ventilatiesysteem met dubbele stroming dat de ventilatie van een deel van de ruimten van de woning verzekert.”;

10° de punten 13° en 14° worden vervangen als volgt:

“13° de isolatie van verwarmingsbuizen, -kanalen of -kleppen en toebehoren in een onverwarmde ruimte die tegen vorst is beschermd of een onverwarmde ruimte die niet tegen vorst is beschermd;”

14° de isolatie van een opslagtank voor verwarming;”;

11° de bijlage wordt aangevuld met de punten 15° tot 22°, luidend als volgt :

“15° de installatie van circulatiepompen met variabele snelheid;

16° de vervanging van een opslagtank in een verwarmingsinstallatie;

17° de installatie van minimaal 5 thermostatische kranen op warmtestralers;

18° de installatie van een kamerthermostaat die de producent of de circulatiepompen uitschakelt wanneer er geen vraag naar warmte is;

19° de vervanging van de opslagtank voor sanitair warm water;

20° de isolatie van de leidingen van een circulatieleiding voor warm water voor huishoudelijk gebruik en de bijbehorende accessoires;

21° de isolatie van een externe platenwarmtewisselaar;

22° de isolatie van een warmwateropslagtank.”.

**Art. 20.** Dit besluit is van toepassing op:

1° de aanvraag voor een auditpremie waarvoor de factuur is uitgereikt na de inwerkingtreding van dit besluit ;

2° de aanvraag voor premies voor werken waarvan de eindfactuur voor de laatste werken dateert van na de inwerkingtreding van dit besluit en waarvan de andere werken die in de aanvraag zijn opgenomen, op basis van hun eindfacturen, dateren van ten hoogste twee jaar vóór de aanvraag voor de premie voor werken;

3° de aanvraag voor een renopack ingediend, vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, bij de “Société wallonne du Crédit social” (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen tot toekenning van kredieten door de “Société wallonne du crédit social” (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de “Guichets du crédit social” (Sociaal kredietloketten);

3° de aanvraag voor een renopack ingediend, vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, bij het “Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie” (Fonds voor de huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen op grond waarvan de kredieten uit Fonds 2 door het “Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie” (Fonds voor de huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië) toegestaan worden.

In afwijking van lid 1, 2°, is dit besluit niet van toepassing op de aanvrager die verzoekt om toepassing van maatregelen vóór de inwerkingtreding van dit besluit op voorwaarde dat :

1° de registratie van zijn opvolgingsrapport dateert van maximum drie jaar na de inwerkingtreding van dit besluit, en dat hij beschikt over een auditrapport als bedoeld in artikel 15, §§ 2 en 3, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning, waarvan de registratie dateert van maximum drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit;

2° hij geen premie heeft ontvangen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit voor een aanbevolen investering in zijn huisvestingsaudit.

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2023.

Artikel 7, 2°, houdt op van toepassing te zijn :

1° voor de aanvragen voor een renopack ingediend vanaf 1 januari 2026 bij de “Société wallonne du Crédit social” (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen tot toekenning van kredieten door de “Société wallonne du crédit social” (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de “Guichets du crédit social” (Sociaal kredietloketten);

2° voor de aanvragen voor een renopack ingediend vanaf 1 januari 2026 bij het “Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie” (Fonds voor de huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië) overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen op grond waarvan de kredieten uit Fonds 2 door het “Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie” (Fonds voor de huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië) toegestaan worden.

De artikelen 1, 2, 2°, 5°, 6°/1, 3, 5, 1°, 6, 7, 1° en 4°, 8, 4°, f), 10, 1°, 12, 13, 17, 1°, 18 en 19, 1°, houden op van kracht te zijn op 1 juli 2026.

**Art. 22.** De Minister van Energie en de Minister van Huisvesting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 juni 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

P. HENRY

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/43340]

**8 JUNI 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention globale de 1 036 000,00 euros aux administrations locales bruxelloises, dans le cadre de la politique de diversité au sein de la fonction publique bruxelloise pour l'année 2023**

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2022 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2023 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, l'article 5, 14 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 2019 fixant la répartition des compétences entre les ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2021 relatif au contrôle budgétaire, à l'établissement du budget, aux modifications du budget et au monitoring de l'exécution du budget de l'entité régionale ;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances ;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le test Egalité des chances ;

Considérant que le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale prévoit un montant de 50 000,00 euros en crédit d'engagement sous l'allocation de base 10.005.19.02.31.22 et 1 000 000,00 euros en crédit d'engagement sous l'allocation de base 10.005.27.07.43.21 de l'ordonnance du 23 décembre 2022 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice 2023 ;

Considérant les mesures conservatoires prises pour ces mêmes allocations de base et plafonnant ces crédits d'engagement respectivement à 49 000,00 euros et 987 000,00 euros.

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/43340]

**8 JUNI 2023. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een globale subsidie van 1 036 000,00 euro aan de Brusselse lokale besturen, in het kader van het diversiteitsbeleid in het Brusselse ambtenarenapparaat voor het jaar 2023**

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2022 houdende de algemene begroting der uitgaven van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2023;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, artikel 5, 14 ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 juli 2019 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen de ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2021 betreffende begrotingscontrole, de begrotingsopmaak, de begrotingswijzigingen en de monitoring van de gewestelijke entiteit;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de Gelijkheidskansenwet;

Overwegende dat de uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een bedrag van 50 000,00 euro voorziet in vastleggingskrediet op de basisallocatie 10.005.19.02.31.22 en 1 000 000,00 euro voorziet in vastleggingskrediet op de basisallocatie 10.005.27.07.43.21 van de ordonnantie van 23 december 2022 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2023;

Overwegende de bewarende maatregelen die voor de bedoelde basisallocaties zijn genomen, waarbij het grensbedrag van deze vastleggingskredieten respectievelijk op 49 000,00 euro en 987 000,00 euro is bepaald.